

SITUATION SÉCURITAIRE

Les embuscades terroristes ne sont pas une fatalité

L'odieux massacre terroriste de mardi dernier, dans l'embuscade de Tawint-Tassemat, dans la commune de Timezrit (Boumerdès), est venu rappeler que le terrorisme a repris du poil de la bête et qu'il a toujours les moyens d'attaquer lourdement et douloureusement. Ce même recours aux «embuscades» contre les forces de sécurité a été privilégié par l'ex-GSPC, dès le début de son rapprochement avec Al-Qaïda et avant même de s'en affilier officiellement, alors que Nabil Sahraoui en avait pris la tête. Le recours à la déflagration de bombes artisanales suivie de mitraillages sans merci et dans le tas a été d'abord expérimenté contre des convoyeurs de fonds avant d'être généralisé aux convois et aux patrouilles des forces de sécurité, surtout après que l'organisation terroriste eut commencé à actionner à distance les engins explosifs. D'ailleurs, la toute première vidéo sur une embuscade diffusée sur Internet par le GSPC est celle contre des convoyeurs de fonds en Kabylie. Depuis, cette méthode a été «affinée» pour provoquer davantage de dégâts en utilisant une deuxième et parfois une troisième bombe non loin de la première qui a stoppé le convoi ou la patrouille et qui est actionnée au moment où affluent sur les lieux les secours et les renforts alors que le groupe des assaillants s'est déjà replié.

C'est, d'ailleurs, ce qui avait été prévu lors de l'embuscade de Tawin-Tassemat et qui n'a pas eu lieu suite à l'intervention d'un groupe des Patriotes qui ont accroché le groupe des criminels et quand il fut découvert et neutralisé par les forces, deux autres bombes qui n'avaient pas explosé.

Pour tout observateur qui prend le temps de visionner attentivement les vidéos diffusées par l'organisation sauvage sur ce sujet, pour si peu qu'il ait l'estomac solide du fait des atrocités commises parfois sur les victimes alors qu'elles sont déjà morts, il est possible de tirer des enseignements à même de contribuer, sinon de stopper, du moins de limiter les dégâts que cause cette «formule». Il s'avère qu'aucun attentat de ce type n'a été improvisé. Chaque fois, le groupe des criminels est informé du lieu et du moment approximatif du passage, de jour comme de nuit, de sa cible. L'endroit de l'attaque est exposé dans un schéma et parfois même filmé. La tactique de l'attaque est expliquée par un «émir» au groupe criminel chargé de commettre le massacre avant que n'intervienne un autre pour le galvaniser avec un prêche où il promet le paradis et les Houris pour ceux qui pourraient tomber lors de l'assaut.

L'embuscade est montée comme prévu. Les terroristes se retirent après avoir incendié les véhicules. Emportant leur «butin» en armes, munitions, uniformes et tout ce qui peut être récupéré, comme documents, téléphones portables, ils sont accueillis en héros et congratulés par leurs acolytes restés dans les casemates.

Le problème est que ce genre d'attaque terroriste se répète toujours selon le même scénario. Théoriquement, quand un même phénomène se répète régulièrement selon un même schéma, il ne peut pas ne pas se baser sur des facteurs récurrents. Mais en même temps, devenant lui-même récurrent, il ne peut durablement cacher les «lois» de son évolution.

Et sans crainte de se tromper, il peut être affirmé que tout véhicule officiel des forces de sécurité, identifiable par tout le monde, est devenu une cible potentielle pour les terroristes à tout moment, surtout dans certaines zones qui sont connues. Il le devient davantage encore, et même à coup sûr, quand il emprunte régulièrement et à heure plus ou moins fixe un même trajet, même quand il s'agit d'une opération ponctuelle comme un convoi de fonds, le ravitaillement d'un cantonnement isolé, une mission de routine de visite d'un point donné, etc. Ou comme mardi dernier dans la commune de Timezrit, surtout qu'il y avait le précédent de l'attaque du convoi de fonds électoraux lors de la dernière présidentielle, quasiment au même endroit.

La moralité est que les embuscades contre les véhicules des forces de sécurité, surtout maintenant que la manière d'opérer des terroristes est connue ne doivent pas être une fatalité dont se renforce, chaque fois, moralement et en armement, leur organisation criminelle. C'est sûr, qu'un nouveau modus operandi est toujours désarçonnant à ses débuts, mais quand il a tendance à devenir une routine, il finit par dévoiler ses points faibles, c'est-à-dire offrir la manière de l'annihiler.

Et dans beaucoup de cas, la formule de l'embuscade en est un aujourd'hui.

Mohamed Issami

OUYAHIA DANS UNE CONFÉRENCE DE PRESSE :

«Pas d'amnistie générale»

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyhia, a estimé vendredi à Zéralda, lors d'une conférence de presse concluant les travaux de la seconde session du conseil national du parti issu du troisième congrès, que «l'amnistie générale est un leitmotiv politique qui ne peut pas se traduire dans la loi». Manière, pour lui, d'infirmer cette idée d'amnistie générale que certains analystes politiques prêtent au président de la République.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir) - Pour une énième sollicitation autour de la très polémique question d'amnistie générale, le responsable en chef du RND s'est forcé à l'effort d'être un tantinet précis, en s'exprimant, cette fois-ci, en tant que proche du président Bouteflika.

Du moins, pour y répondre, prend-il soin de souligner cette proximité avec le chef de l'Etat. «J'ai l'immense privilège d'avoir été et d'être toujours proche du président de la République. Je vous rappelle dans quelles circonstances le président a évoqué l'amnistie générale.

C'était le 31 octobre 2004, à la veille de la célébration du cinquantième du déclenchement de la guerre de Libération.

Le président était sur un raisonnement. A un moment, il a levé la tête vers l'assistance et il a dit : «Voulez-vous une amnistie générale ? Suis-je pour une amnistie générale ? C'est au peuple d'en décider.»

Dans la compréhension de Ahmed Ouyhia, le propos ainsi rappelé du président Bouteflika ne saurait se traduire comme un engagement politique à aller vers l'amnistie générale.

D'ailleurs, selon lui, en termes de loi, la notion d'amnistie générale est une aberration. «Il y a l'amnistie des faits», a-t-il fait remarquer.

Cependant, ce qui, dans l'affirmation du secrétaire général du RND, pousse à conclure qu'il ne sera pas question d'amnistie générale, c'est cette sentence : «La République ne se construira pas à coups de pioches dans ses fondements.»

Ce qui laisse également

déduire que l'option amnistie générale comme aboutissement de la réconciliation nationale c'est ce rappel, sur un ton de critique, de la fameuse amnistie générale promulguée en 1989. «Vous savez, à l'époque, des gens condamnés, y compris pour espionnage, ont été élargis», a-t-il souligné.

Cela dit, les terroristes qui, à l'avenir, feraient acte de repentance bénéficieront, à suivre le raisonnement de Ahmed Ouyhia, de mesures amnistiantes, en ce sens que, selon lui, les portes restent ouvertes. «La concorde civile avait consigné des dispositions amnistiantes», a-t-il rappelé, avant d'indiquer que «la réconciliation nationale, en fait, ne fait qu'élargir la concorde civile».

Dans sa résolution politique, le conseil national du RND évoque, en termes génériques, les perspectives futures de la réconciliation nationale, sur lesquelles le peuple aura à se prononcer le moment venu. Ahmed Ouyhia, à qui il a été demandé de préciser cette résolution, a expliqué qu'il s'agit de parvenir à la réconciliation des Algériens avec leur pays et avec eux-mêmes.

Assertion vague, admettons-le. Cette étape ultime de la réconciliation nationale n'interviendra, selon Ouyhia, qu'une fois que le pays aura fini avec le terrorisme. De quelle manière ? «Par la force et à travers la réconciliation nationale.»

Le RND favorable aux quotas électoraux pour les femmes L'exécutif qu'il coordonne préparant les textes d'application aux

dispositions constitutionnelles intervenues lors du dernier amendement, le secrétaire général du RND a fait part des suggestions que son parti pourrait faire, que ce soit par rapport à ce texte concernant l'intégration des femmes dans la vie politique et institutionnelle que relativement à d'autres textes de loi.

«Les quotas pour les femmes dans les listes électorales ne sont pas une solution. Mais, étant donné la réalité du pays, les quotas sont nécessaires», a affirmé Ouyhia.

En cela, il faut le faire remarquer, le RND ne fera pas cause commune avec le FLN dont le secrétaire général avait, lui, rejeté l'institution de quotas pour les femmes dans les listes électorales.

Concernant la loi sur les partis, dont un projet est en préparation, Ahmed Ouyhia a soutenu que ce sera une loi qui réglementera l'exercice de la politique mais qui ne sera pas restrictive. «Cette loi va encadrer les évolutions et non les freiner.» Ouyhia a laissé entendre que des dispo-

sitions allaient être insérées dans cette nouvelle loi pour endiguer l'affairisme en politique.

Des mesures plus draconiennes certainement en matière de conditions d'éligibilité, entre autres la révision des signatures exigées.

Contre la dépénalisation du délit de presse, le MSP est sûr de ne pas trouver en le RND un soutien à son projet d'amendement du code pénal dans le sens de la dépénalisation du délit de presse. Ahmed Ouyhia a été clair. «Je ne ferai pas de politique politicienne.

La pénalisation du délit de presse n'est pas venue pour embastiller les journalistes. Aucun journaliste n'est allé en prison pour délit de presse depuis la promulgation de cet amendement du code pénal», a-t-il dit.

Et, pour lui, la France, dont il est dit qu'elle est terre des droits de l'homme, n'a dépénalisé le délit de presse qu'en 2002. «Je lis tous les jours les journaux, et je dois dire que la fonction dissuasive de la clause a été remplie.»

S. A. I.

PARTI DE SAÏD BOUTEFLIKA ?

«Ce n'est qu'une romance»

Le secrétaire général du RND a souri à la question de savoir s'il ne voyait pas un péril sur son parti avec l'intention prêtée au frère du président de la République de créer un parti politique. «A ce que je sache, ce ne sont que des romances dans les colonnes de la presse», a-t-il affirmé. Ajoutant : «Rappelez-vous tout ce qui a été écrit après 1999 sur la Coordination des comités de soutien au président de la République. Il s'écrivait bien qu'il s'agissait de la création d'un parti pour le président. Où est ce parti, dix ans après ?» Donc, pas de parti pour Saïd Bouteflika ?

S. A. I.

Ouyhia défend Ziari

Ahmed Ouyhia a trouvé exagérée la levée de boucliers contre le président de l'APN, Abdelaziz Ziari, suite à ses déclarations sur la question de l'exigence de repentance de la France pour ses crimes coloniaux. «Qui êtes-vous pour lui

demander des comptes et le condamner (Ziari, ndlr) ?», a-t-il rétorqué, allusion faite à la Fondation du 8 Mai 1945. Pour Ouyhia, sur la question, on n'a pas besoin de surenchérir. «C'est une affaire diplomatique.»

S. A. I.

Oran : fermeture de plusieurs bars-restaurants

Oran n'échappe pas à la réglementation instruisant les points de vente des boissons alcoolisées, les bars et les restaurants servant de l'alcool, à fermer respectivement à 20h, 22h et minuit, pendant que les boîtes de nuit et autres discothèques doivent baisser rideau à 3h du matin.

Amel B. - Oran (Le Soir) - Cette semaine, une instruction émanant du wali d'Oran est venue s'ajouter aux textes législatifs promulgués depuis 1975, suivie de l'arrêté promulgué le 7 juin 2006 fixant les horaires de fermeture des points de vente de boissons alcoolisées, des bars et des restaurants servant de l'alcool.

Il s'agit de l'arrêté stipulant la fermeture dès 22 heures des établissements exerçant au niveau d'Aïn-Turk.

Depuis la promulgation de ces textes, c'est la fin d'exercice pour ces commerces, car cette limite d'heure représente pour tous ces

gérants «la mort» lente mais certaine de leur activité.

Selon les représentants de l'Acico (Association des commerçants et investisseurs de la corniche oranaise), «le secteur est très fragile». «Alors que nos établissements arrivent à peine à séduire le touriste local, cet arrêté est un coup de massue, d'autant plus qu'il intervient à un moment où celle-ci connaît une forte récession», diront des membres de l'Asico.

Suite à cette mesure, plusieurs établissements, entre bars, points de vente et restaurants servant de l'alcool, ont fait l'objet d'une fermeture administrative ou ont tout simplement mis la clé sous le paillason. Conséquence directe de ces arrêtés : la création de bistrotts et de points de vente clandestins, la filière aurait tendance à glisser dangereusement dans l'informel.

Plusieurs bars, tels que «le Dauphin», «l'Océan», «le Fouquet», «Coq d'or» ou encore le «Hoggar», ont dû fermer ces deux dernières années. Alors

qu'on ne s'étonne pas lorsqu'on voit des canettes et autres bouteilles de bière vides qui jonchent les bordures des rues et polluent dans les forêts et les plages.

Souvent le motif de fermeture définitive ou temporaire est formulé ainsi : «Non-respect de la réglementation en vigueur.» Autrement dit, ces établissements ont été sanctionnés pour «tapage nocturne, défaut d'hygiène ou, le plus souvent encore, pour non-respect des horaires de fermeture».

Les dépositaires n'échappent pas non plus à la réglementation qui les exhorte à fermer leur commerce dès 20 h, toutefois cette mesure a laissé la porte grande ouverte aux revendeurs qui transforment les cages d'escalier en un lieu de vente.

Le plus souvent, ils «accrochent» leurs clients au-delà de 20 h au niveau de la rue Charlemagne, qui compte trois dépositaires. Ainsi le passant qui n'est pas au courant de ce nouveau type de «commerce illicite» s'étonne lorsqu'il s'entend dire

«hey bière ? whisky ? vin ? Y a de tout si t'en veux suis-moi dans l'immeuble».

Sans oublier le fait que ces revendeurs n'hésitent pas à fourguer de la mauvaise marchandise, et s'en suivent des disputes et des bagarres entre gangs spécialisés dans la vente illégale de boissons alcoolisées.

Souvent et dans tous les domaines, lorsque on interdit tout, l'on assiste à la naissance de l'informel et de la clandestinité. L'Algérie est certes un pays musulman mais il est également un pays producteur et grand consommateur de boissons alcoolisées

Dès lors, les concernés sont en droit de se demander où se trouve la limite entre le tolérable et l'interdit lorsque la demande est toujours aussi importante. Au moment où le «produit» sujet à polémique est autorisé, comme nous le confiait un dépositaire de boissons alcoolisées, «on peut boire mais faut toujours garder un œil sur sa montre !»

A. B.